



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la Citoyenneté et de la Légalité

Arrêté n° 2025-DCL/BICL-014

en date du 07 octobre 2025

fixant la répartition des sièges au sein du conseil communautaire de Grand Poitiers communauté urbaine à compter du renouvellement général des conseils municipaux de 2026

**Le Préfet de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment son article L.5211-6-1 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 du président de la République portant nomination de Monsieur Serge BOULANGER, préfet de la Vienne ;

Vu le décret n°2024-1276 du 31 décembre 2024 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, et des collectivités de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu l'arrêté n°2017-D2/B1-010 en date du 30 juin 2017 portant transformation de Grand Poitiers communauté d'agglomération en communauté urbaine ;

CONSIDÉRANT que pour déterminer le nombre de sièges au sein du conseil communautaire à compter du renouvellement général des conseils municipaux de 2026, il convient de partir de l'effectif de référence de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) défini au tableau du III de l'article L.5211-6-1 du CGCT, en fonction de la population municipale de l'EPCI en vigueur au 1^{er} janvier 2025 fixée par le décret 2024-1276 du 31 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que le 1° du IV de l'article L.5211-6-1 du CGCT dispose que les sièges prévus au tableau du III sont répartis entre les communes membres à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne en fonction de leur population municipale en vigueur au 1^{er} janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la répartition en fonction de la population, le 2° du IV de l'article L.5211-6-1 du CGCT dispose que les communes n'ayant obtenu aucun siège se voient attribuer un siège de manière forfaitaire afin d'assurer leur représentation au sein du conseil communautaire ;

CONSIDÉRANT que le V de l'article L. 5211-6-1 du CGCT prévoit une majoration automatique de 10 % de sièges supplémentaires lorsque le nombre de sièges attribués à titre forfaitaire représente plus de 30 % des sièges répartis en fonction de la population, tel que c'est le cas en l'espèce pour Grand Poitiers communauté urbaine. Ces sièges supplémentaires sont répartis à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne entre les communes ayant bénéficié d'au moins un siège dans le cadre de la répartition en fonction de la population ;

CONSIDÉRANT que si le VI de l'article L. 5211-6-1 du CGCT prévoit que les communes membres de l'EPCI peuvent décider, à la majorité qualifiée, de créer et répartir un nombre de sièges supplémentaires de 10 % maximum, cette disposition n'est pas applicable en l'espèce, dès lors que Grand Poitiers communauté urbaine bénéficie déjà de la majoration automatique de 10 % de sièges supplémentaires prévue au V de l'article L. 5211-6-1 du CGCT ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que la répartition des sièges au sein du conseil communautaire d'une communauté urbaine ne peut pas faire l'objet d'un accord local prévu au 2° du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions précitées, le conseil communautaire de Grand Poitiers communauté urbaine disposera, à compter du renouvellement général des conseils municipaux de 2026, de 88 sièges selon une répartition de droit commun ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Vienne ;

ARRÊTE

Article 1 : La répartition des sièges au sein du conseil communautaire de Grand Poitiers communauté urbaine à compter du renouvellement général des conseils municipaux de 2026 est fixée comme suit :

Communes	Population municipale (Au 1^{er} janvier 2025)	Nombre de sièges
Poitiers	89 472	37
Buxerolles	10 253	4
Jaunay-Marigny	7 597	3
Saint-Benoît	7 306	3
Chauvigny	7 037	2
Migné-Auxances	6 276	2
Vouneuil-sous-Biard	6 245	2
Mignaloux-Beauvoir	5 224	2
Chasseneuil-du-Poitou	4 776	2
Saint-Georges-lès-Baillargeaux	4 345	1
Fontaine-le-Comte	3 971	1
Montamisé	3 710	1
Ligugé	3 429	1
Dissay	3 143	1
Beaumont Saint-Cyr	2 941	1
Saint-Julien-l'Ars	2 871	1
Lusignan	2 556	1
Rouillé	2 521	1
Sèvres-Anxaumont	2 354	1
Biard	1 908	1
Bonnes	1 686	1
Béruges	1 538	1
Celle-Lévescault	1 373	1
Saint-Sauvant	1 298	1
Jardres	1 250	1
Savigny-Lévescault	1 247	1
Lavoux	1 179	1
Coulombiers	1 143	1
Tercé	1 134	1
Bignoux	1 083	1
Croutelle	937	1
Jazeneuil	797	1

Pouillé	731	1
La Chapelle-Moulière	730	1
La Puye	604	1
Liniers	586	1
Sanxay	548	1
Cloué	492	1
Curzay-sur-Vonne	374	1
Sainte-Radégonde	184	1
Total	196849	88

Article 2 : Cette répartition s'appliquera à compter du renouvellement général des conseils municipaux de 2026.

Article 3 : En cas de contestation du présent arrêté, il est possible dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- soit de saisir d'une requête gracieuse le préfet de la Vienne – 7 Place Aristide Briand – 86 021 POITIERS Cedex ;
- soit de former un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75 800 PARIS Cedex 08 ;
- soit de saisir d'un recours contentieux le président du tribunal administratif de Poitiers-15 Rue de Blossac-86000 POITIERS ;

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique, un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers peut être formé dans les deux mois suivant la notification de rejet.

Sans réponse au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, il y a rejet implicite de la requête et le tribunal administratif peut être saisi dans les deux mois suivant l'expiration de ce premier délai.

Ces voies de recours n'ont pas un caractère suspensif.

Article 4 : La secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, la directrice départementale des finances publiques, la présidente de Grand Poitiers communauté urbaine ainsi que les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

Poitiers, le 07 octobre 2025

Le préfet,


Serge BOULANGER